

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/07/12/une-nouvelle-normalite-la-faim-dans-le-monde-se-maintient-a-un-niveau-tres-eleve\\_6181672\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/07/12/une-nouvelle-normalite-la-faim-dans-le-monde-se-maintient-a-un-niveau-tres-eleve_6181672_3244.html)

## **« Une nouvelle normalité » : la faim dans le monde se maintient à un niveau très élevé**

**Selon les Nations unies, 9,2 % de la population mondiale souffre de faim chronique, bien plus qu'avant la pandémie de Covid-19. Si des progrès ont été enregistrés en Asie et en Amérique latine, la situation se dégrade fortement au Moyen-Orient, dans les Caraïbes et en Afrique.**

Par [Mathilde Gérard](#)

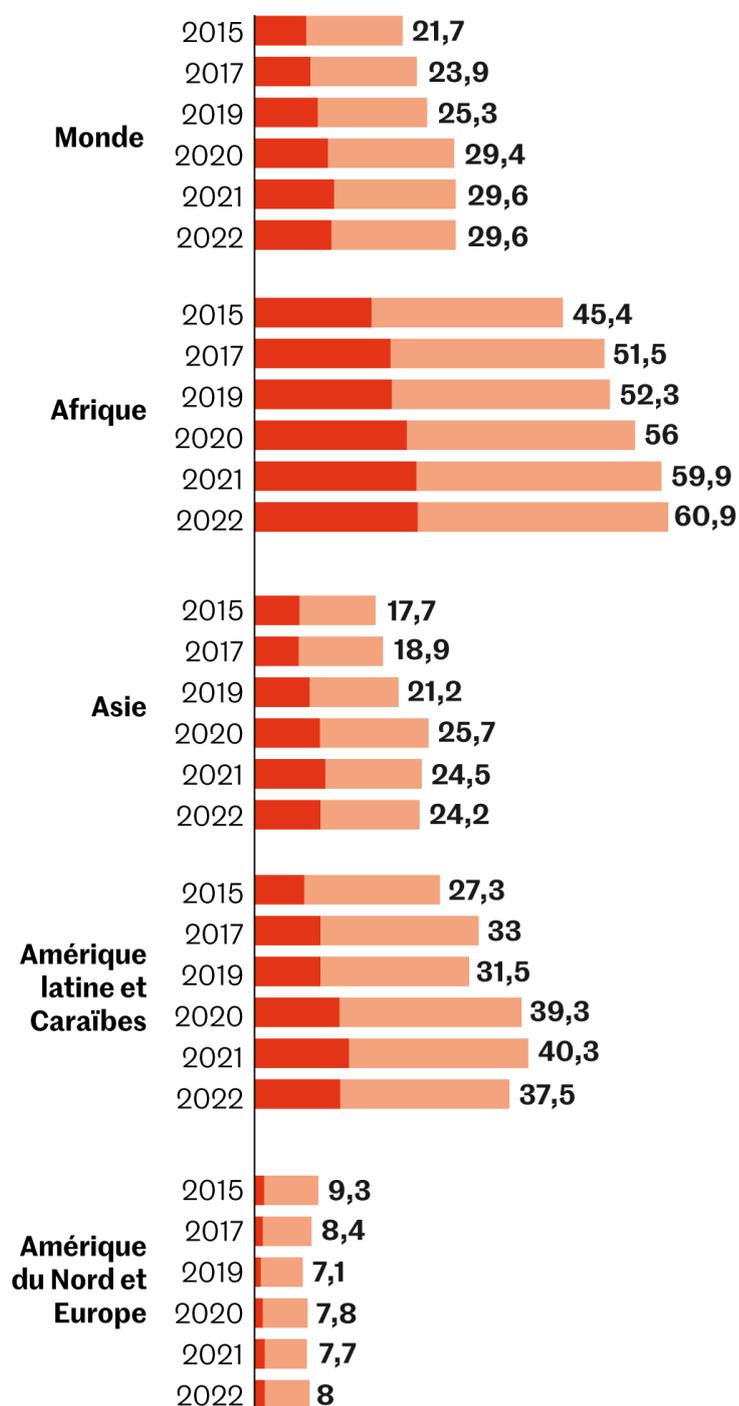
Publié le 12 juillet 2023

Les indicateurs sont toujours dans le rouge, mais le tableau de la faim dans le monde est contrasté. Après six années de hausse continue, la faim et l'insécurité alimentaire n'ont pas augmenté au niveau mondial en 2022, mais restent à un niveau très élevé, bien supérieur à celui qui prévalait avant la pandémie de Covid-19, selon le [rapport des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale](#), publié mercredi 12 juillet. En 2022, 9,2 % de la population mondiale (735 millions de personnes) a souffert de faim chronique, c'est-à-dire de ne pas avoir accès à une alimentation suffisante pour mener une vie active (contre 7,9 % en 2019). L'insécurité alimentaire, une notion plus large qui désigne le fait de ne pouvoir bénéficier de façon régulière d'une alimentation adéquate (réduction des portions, sauts de repas, alimentation déséquilibrée...), touche, elle, 2,4 milliards d'individus, soit 29,6 % de la population.

Cette évaluation, cosignée par cinq agences – l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), le Programme alimentaire mondial, le Fonds international pour le développement agricole, l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef –, fait figure de thermomètre très scruté de l'état de développement de la planète. Il met en évidence un renforcement des déséquilibres : si des progrès ont été enregistrés en Asie et en Amérique latine, d'autres régions voient leur situation se dégrader fortement, comme au Moyen-Orient, dans les Caraïbes et, surtout, en Afrique. Le continent africain subit une aggravation de la malnutrition dans toutes ses sous-régions. Un Africain sur cinq ne mange pas à sa faim et 61 % des habitants souffrent d'insécurité alimentaire modérée ou sévère.

## Part de la population touchée par l'insécurité alimentaire, en %

Insécurité ■ sévère ■ modérée

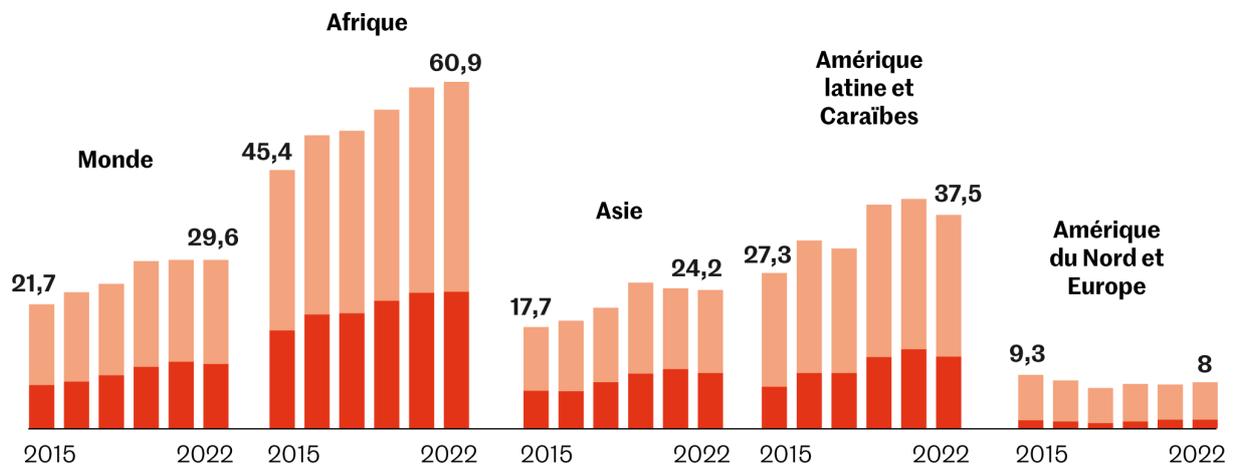


Source : FAO

Infographie : *Le Monde*

## Part de la population touchée par l'insécurité alimentaire, en %

Insécurité ■ sévère ■ modérée



Source : FAO • Infographie : Le Monde

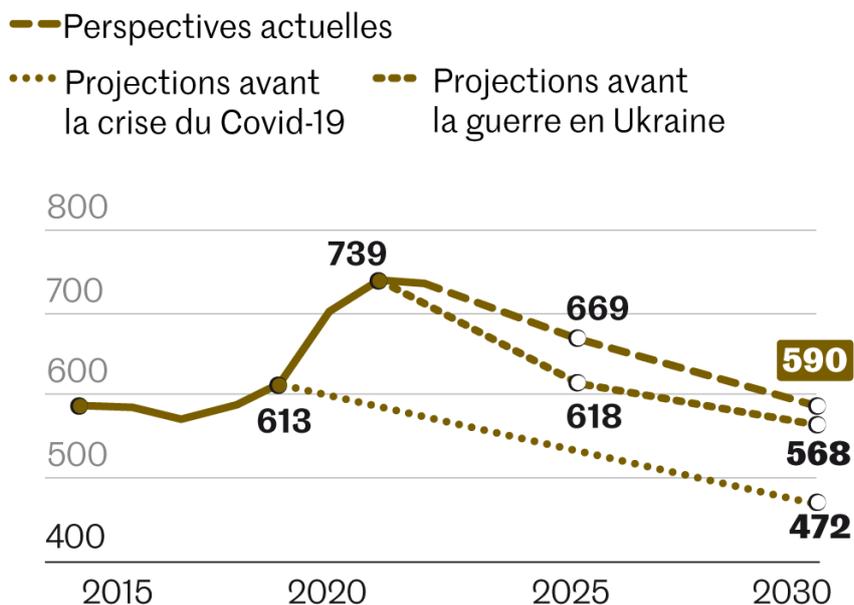
« Il est choquant que la faim augmente en Afrique depuis dix ans d'affilée », s'insurge Million Belay, coordinateur de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique et membre du Panel d'experts internationaux pour des systèmes alimentaires durables (IPES-Food), qui pointe l'endettement comme cause majeure de l'insécurité alimentaire sur le continent, et le modèle productif mis en place. « Les exportations de cultures de rente [coton, cacao...] ont été privilégiées sur les cultures vivrières pour les communautés. Les pays africains ont été rendus particulièrement vulnérables aux effets économiques de la pandémie de Covid, de la guerre en Ukraine et du dérèglement climatique. »

## « Multiplicité des crises »

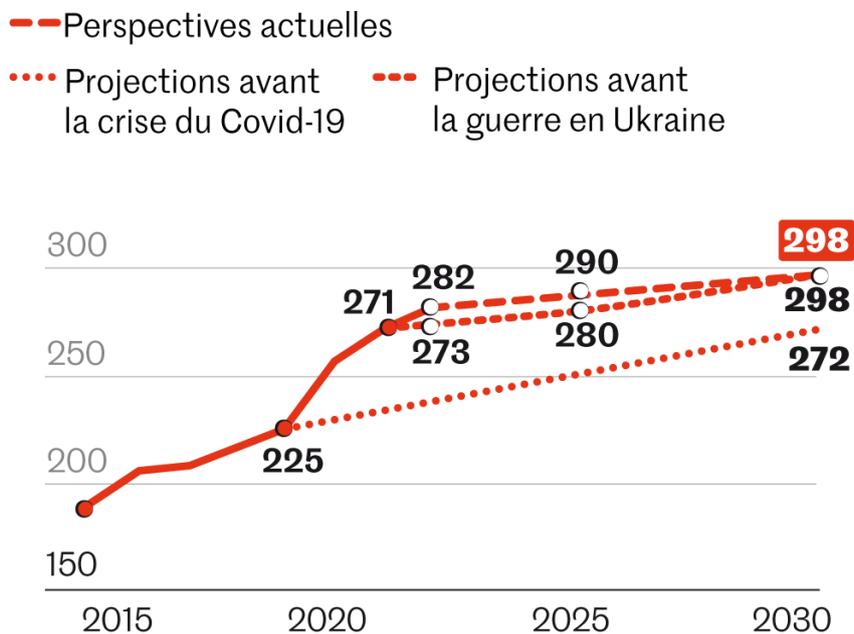
« La dette étouffe les pays en développement, confirme Olivier de Schutter, coprésident du Panel IPES-Food et rapporteur spécial des Nations unies pour l'extrême pauvreté, avec deux phénomènes : une chute de la valeur des monnaies locales par rapport au dollar, qui renchérit le remboursement de la dette, et la hausse des taux d'intérêt. C'est une spirale intenable. »

La guerre en Ukraine a eu des conséquences notables sur l'insécurité alimentaire dans des pays dépendants des importations, notamment en Afrique du Nord ou en Afrique de l'Est, mais le principal accélérateur de la faim dans le monde, ces dernières années, reste [la pandémie de Covid-19](#), qui a mis à l'arrêt une partie des économies mondiales, et durablement privé de revenus des populations précaires travaillant dans des secteurs informels. Par rapport à la période pré-pandémie, le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté de plus de 120 millions, un bond majeur. Et, si l'année 2022 n'a enregistré qu'une infime baisse du nombre d'individus souffrant de la faim (- 3,8 millions), c'est notamment parce que la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation a contré les effets de la reprise post-Covid.

## Projections du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, en millions



## Projections du nombre de personnes sous-alimentées en Afrique, en millions



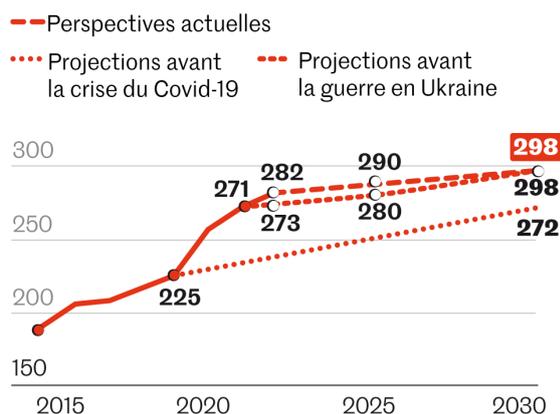
Source : FAO

Infographie : *Le Monde*

### Projections du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, en millions



### Projections du nombre de personnes sous-alimentées en Afrique, en millions



Source : FAO • Infographie : Le Monde

Selon les projections onusiennes, l'impact de la pandémie mettra des années à être résorbé : en 2030, 600 millions de personnes souffriront encore de la faim, 120 millions de plus que s'il n'y avait eu ni pandémie ni guerre en Ukraine. « On a de très fortes inégalités et des populations qui sont quasi-abandonnées, commente David Laborde, économiste et chef de division à la FAO. Les pays à revenus intermédiaires sont capables de faire des progrès et de se remettre des chocs, tandis que les pays les plus vulnérables ont tendance à s'enfoncer à cause de la multiplicité des crises. »

Si les causes de la faim sont désormais bien connues – pauvreté et inégalités économiques, conflits, impacts du réchauffement climatique... –, c'est bien souvent une combinaison de facteurs qui fragilisent les populations. « La très forte hausse de l'insécurité alimentaire pendant la pandémie, pour nous, c'est le passage à une nouvelle normalité, constate David Laborde. On n'est pas dans la bonne trajectoire pour les objectifs de développement durable [adoptés par la communauté internationale, et visant, entre autres, à éradiquer la faim d'ici à 2030]. Les crises s'enchaînent les unes après les autres ; il faut redoubler d'efforts. »

Chiffre inquiétant, 3,2 milliards de personnes n'ont pas de quoi se payer un régime sain et, avec la hausse des prix relevée en 2023, la tendance ne devrait pas s'inverser. D'autres chocs plus récents assombrissent les perspectives : [la situation sur le marché du riz](#) en particulier, denrée de base pour de nombreux pays asiatiques et africains, est préoccupante. Le marché s'est tendu en fin d'année 2022 après les sécheresses en Inde (premier exportateur mondial de riz) et les inondations au Pakistan (quatrième exportateur mondial). « C'est un marché qui risque de se détériorer très vite, craint David Laborde. En outre, l'arrivée d'El Niño est une mauvaise nouvelle pour les productions de riz. Déjà, en Thaïlande, on parle d'une baisse de 6 % de la production en 2023. »

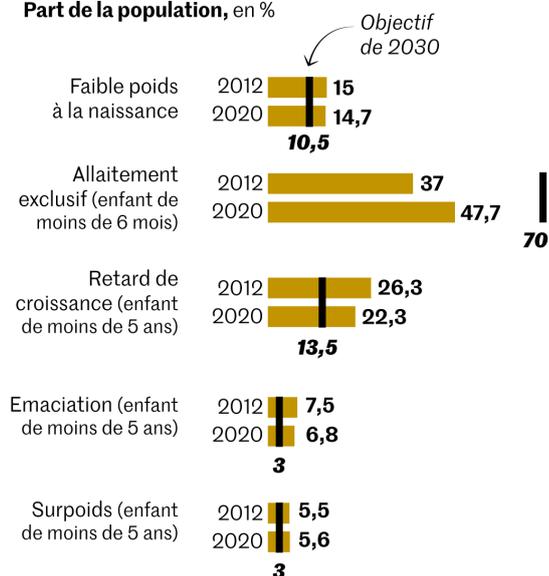
## Progression de l'allaitement

Dans la lutte contre la malnutrition infantile, le rapport constate malgré tout quelques progrès, même s'ils sont insuffisants pour atteindre les objectifs internationaux. Le plus notable est la progression de l'allaitement des nourrissons, passé de 37 % d'allaitement exclusif pour les bébés de moins de 6 mois en 2012 à 47 % en 2020, mais qui reste loin de la cible de 70 % de bébés allaités

en 2030. « Sur l'allaitement, on voit que certaines interventions peuvent fonctionner quand on s'en donne les moyens », observe David Laborde.

### Objectifs de lutte contre la malnutrition : des progrès insuffisants

Part de la population, en %

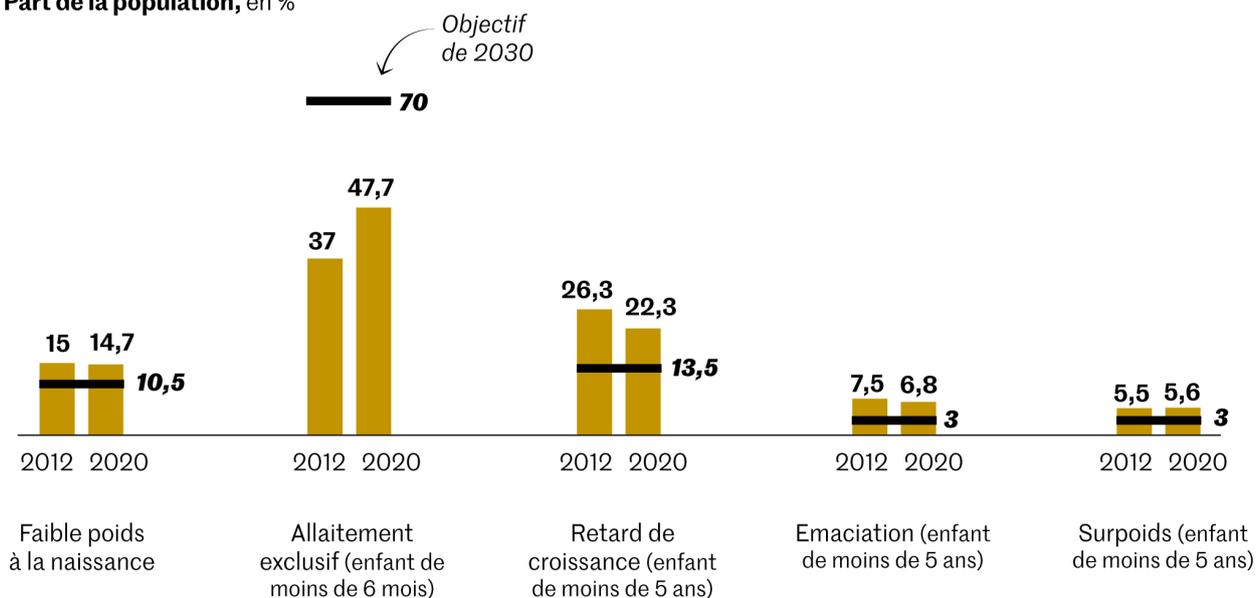


Infographie : *Le Monde*

Source : Unicef, WHO & World Bank

### Objectifs de lutte contre la malnutrition : des progrès insuffisants

Part de la population, en %



Infographie : *Le Monde* • Source : Unicef, WHO & World Bank

D'autres indicateurs restent toutefois inquiétants : les retards de croissance touchent toujours 22,3 % des enfants de moins de 5 ans, soit 149 millions d'entre eux ; l'émaciation (faible poids pour la

taille) affecte, elle, près de 7 % des jeunes enfants. Pour Pauline Verrière, d'Action contre la faim, « *on ne peut se réjouir de ces chiffres, qui restent très élevés* ».

Beaucoup d'observateurs regrettent que les agences onusiennes ne se positionnent pas davantage sur les raisons à l'absence de progrès contre l'insécurité alimentaire. « *Le rapport des Nations unies reste dans le constat, mais il manque un regard politique sur les facteurs de la faim, déplore Lorine Azoulai, chargée de plaidoyer au CCFD-Terre solidaire. Qu'est-ce qui freine les solutions ? C'est notamment la place croissante du secteur privé dans la gouvernance des systèmes alimentaires.* » L'ONG s'étonne que les phénomènes de spéculation et le manque de régulation des marchés des matières premières, ainsi que leur rôle aggravant pour la faim, soient à peine abordés dans le rapport.

## Une réponse politique insuffisante

« *La grosse limite du rapport des Nations unies et, plus largement, des discussions internationales, c'est qu'il n'y est jamais question de changement des systèmes alimentaires, poursuit Pauline Verrière. L'asymétrie de pouvoir entre petits producteurs et l'agro-industrie n'y est jamais remise en cause.* » Olivier De Schutter va plus loin : « *La faim n'est pas un problème d'adéquation entre la production et la demande. Les causes sont plus profondes et l'analyse de l'insécurité alimentaire ne doit pas se limiter à des débats entre agronomes. Les questions de salaires, de protection sociale, d'investissements publics dans la santé et d'éducation sont essentielles dans la lutte contre la faim.* »

Les ONG regrettent que la réponse politique à la crise alimentaire ne s'attaque pas suffisamment aux causes structurelles de la faim : endettement des pays en développement, manque de capacités de production locales, inégalités sociales... En 2022, les initiatives publiques et privées se sont multipliées en réponse à la guerre en Ukraine, mais de façon désordonnée, tandis que la principale instance multilatérale de réponse aux crises alimentaires, le [Comité pour la sécurité alimentaire \(CSA\)](#), sous l'égide des Nations unies, est affaiblie de toutes parts. Malgré la progression de la faim depuis six ans, le CSA n'a guère su faire entendre de voix politique forte ces dernières années.